

Communiqué de presse – 10 septembre 2013

Le bureau du Grand Conseil empêche le travail parlementaire

17 interventions parlementaires urgentes ont été posées en bonne et due forme par les députés au Grand Conseil ce matin, afin qu'elles soient traitées ce vendredi.

16 d'entre elles se sont vues refuser leur qualité « d'urgence » par le Bureau du Grand Conseil, nuisant ainsi à la qualité et à l'efficacité du travail des parlementaires et outrepassant clairement ses fonctions.

Les exigences pour qu'une urgence soit acceptée comme telle sont claires : Imprévisibilité, nécessité d'une mesure immédiate, actualité. Le Bureau ne doit se pencher que sur ces trois points, mais a préféré jouer une carte politique en refusant ces interventions.

Quelques exemples d'objets rejetés, pour lesquels les trois critères cités ci-dessus sont d'une évidente clarté :

- Affaire Lovey / Freysinger, conférence de presse vendredi 6 septembre
- Offices de poste qui ferment à tour de bras ces dernières semaines
- Hôpital du Valais et révélations de la presse la semaine passée



Le Bureau nuit par son attitude au bon déroulement de l'activité politique dans notre Canton et il est inadmissible que cela se poursuive ainsi. Le Groupe Alliance de Gauche étudiera les possibilités d'intervenir pour faire un rappel à l'ordre sec et sonnante à l'attention du Bureau : la politique est un acte qui se déroule en plénum et devant les citoyen-ne-s et non en catimini à huis clos.

Pour le PSVR, il s'agit-là des derniers soubresauts du PDC, qui a perdu sa majorité au plénum, mais qui l'a conservée au Bureau du Grand Conseil.

Adresses de contact :

- Gaël Bourgeois, président du PSVR – gaelbourgeois@hotmail.com - 078 685 48 48
- Jean-Henri Dumont, porte-parole du Groupe AdG – jhdumont@bluewin.ch – 079 445 10 79